

NATIONS UNIES

CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
LIMITÉE

T/COM.5/L.68  
23 septembre 1954

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DE M. MAURICE MOFFI, REPRESENTANT DE LA FAMILLE IPOUABATO  
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

Schmitt Maurice Moffi  
Transports  
B.P.3  
K R I B I  
---

Kribi, le 15 septembre 1954  
(Cameroun)

Représentant la Famille  
IPOUABATO  
-----

à Monsieur le Secrétaire Général des  
NATIONS UNIES  
Département de la tutelle et des Renseignements  
provenant des Territoires non autonomes

NEW-YORK

T/PET.5/144.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre bulletin de Procès-Verbaux où est question de notre pétition n° T/PET.5/144 <sup>1/</sup>, page 320, paragraphe 36.-

Je tiens à souligner à votre haute bienveillance que l'on ne doit pas considérer notre pétition comme périmée.

Les délibérations de l'Assemblée Représentative et l'arrêté du Haut-Commissaire le rendant exécutoire ont été tenus secrets, car aucune tenue de palabres n'a été faite au sujet de l'annexion des terrains autochtones que nous représentons, en vue de l'agrandissement du périmètre urbain de Kribi.

Toutes les tentatives d'opposition individuelles qui ont été tentées depuis l'avant-guerre jusqu'à ce jour ont été reprises brutalement.

Nous attirons particulièrement l'attention de Monsieur le Président du Conseil de tutelle sur ces faits arbitraires, en espérant que des mesures équitables seront prises pour sauvegarder les intérêts des familles qui ont été dépossédées sans contrepartie.

---

1/ Note du Secrétariat : Voir résolution 918 (XIII).

Egalement dans un compte-rendu des séances nous avons lu que l'Administration du Territoire nous avait attribué HUIT lots ? Or nous n'avons eu que DEUX petits lots n° 17 et 18/E. alors que presque toute la totalité de la ville, Centre Administratif et Commercial nous appartient par droits d'hérédité.

Nous vous prions, Monsieur le Secrétaire Général, de vouloir bien transmettre au Conseil de Tutelle, les hommages d'une famille désespérée, et restons vos très dévoués serviteurs./.

Sch. M. MOFFI.